À propos de notre attitude pendant la guerre

Dans notre premier article, paru dans le n° 2, nous avons déclaré qu'en tenant compte des faits et sans dénaturer ou cacher la vérité, nous n'avons aucunement abandonné les principes anarchistes. L'attitude que nous avons prise découle de nos principes mêmes.

Tandis que beaucoup voulaient oublier l'énorme importance des questions soulevées par cette calamité ce qui a permis à certains de se jucher sur un piédestal, et de regarder, les yeux secs, l'épouvantable boucherie nous, nous considérions que les révolutionnaires ne pouvaient rester simplement passifs, qu'ils devaient entrer dans la mêlée, d'où devait résulter quoi qu'on en dise, une orientation capitale vers des fins politiques et économiques, soit dans le sens réactionnaire soit dans le sens socialiste pris dans sa plus large acceptation.

Ce qui ne veut pas dire, que nous nous faisions des illusions comme Léon Blum (*Humanité* du 19 juillet 1919) sur la victoire complète des principes de droit et de liberté. (Voir extraits cités dans le premier article). Et jusqu'à preuve du contraire, nous persistons à penser que nous avons eu raison, après avoir étudié les résultats. du traité de Versailles, résultats qui sont très loin de nous satisfaire. Si l'Allemagne avait été victorieuse, ainsi que la cléricale Autriche, il n'y aurait pas eu de révolution, ni dans l'une, ni dans l'autre. Il ne faut pas oublier que le peuple allemand n'aurait pas voulu se débarrasser de son militarisme et de ses méthodes de discipline qui lui avaient donné une prospérité industrielle et commerciale sans précédent. Le réveil des nationalités en Autriche aurait créé une situation toujours. plus angoissante; une Pologne libre n'aurait pas vu le jour; la Belgique et les territoires envahis n'auraient jamais été

indemnisés, en supposant même qu'ils n'aient pas été confisqués comme préparation d'une nouvelle guerre contre l'Angleterre et l'Amérique; la Russie serait devenue colonie allemande, et l'Italie, la Suisse et beaucoup d'autres états neutres auraient subi le même sort.

Et quant au militarisme et au cléricalisme ils auraient fleuri de plus belle en France. Les curés et les moines auraient encore, comme après 71, mis leur emprise sur l'école et créé des missions dans tout le pays pour récolter de nouveaux fonds nécessaires à l'érection de nouveaux Sacré-Cœur pour les autres villes de France et de Navarre, tout en demandant à Dieu de pardonner les crimes des bourreaux (républicains, socialistes, libres-penseurs, etc...) de l'église française, la fille aînée de leur grande famille, etc.

Cependant que Guillaume II aurait répété: «L'Allemagne ne sera jamais battue; le Tout-Puissant se sert de l'Allemagne pour accomplir une mission. Il a réservé un travail spécial aux Allemands».

Et pour notre socialisme les camarades allemands nous auraient prouvé qu'au fond nous devrions nous réjouir d'une semblable défaite qui leur aurait donné la possibilité de nous montrer les bienfaits de leur organisation de leur discipline, de leurs doctrines si approfondies, et si justes doctrines, qui ont même encore aujourd'hui des fanatiques parmi les socialistes français.

On est même en train de fabriquer du fanatisme comme du temps des guerres de religion, ce qui nous semble être en contradiction avec le matérialisme historique de Marx, qui n'admet pas l'idée-force.

«Le saint dont la mémoire est fêtée le 1er mai (ce qui est faux) s'appelle Karl Marx», écrivait-on dans certain journal social démocrate de langue française (*La Nouvelle Internationale*, Genève 1918).

Ce saint qui se réjouissait que l'Internationale fut dans sa main, que le centre de gravité du mouvement se fut déplacé de France en Allemagne [[Rappelé par James Guillaume dans son livre *Karl Marx pangermaniste*. J. Longuet dans son ouvrage *La politique internationale du Marxisme*, ne le conteste pas (page 199).]], ne fut en somme qu'un social patriote allemand et encore dans le mauvais sens du terme.

Il nous semble que la paix qui vient d'être ratifiée, si mauvaise qu'elle soit, ne marque pas un pas en arrière, mais bien un progrès.

[|* * * * *|]

Dans les discussions qui furent soulevées au sujet de notre attitude pendant la guerre, quatre questions furent surtout examinées.

1. Responsabilités;
2. État relatif des différents pays relativement à nos idées;
3. Attitude prise par suite du cataclysme.
4. Possibilité de gagner la guerre ou de l'arrêter, si la victoire devait être trop chèrement gagnée.

À ceux de nos bons camarades qui sincèrement croient que notre groupe a pris une attitude violemment contraire à tout ce qui avait été dit avant la guerre, nous leur rappelons, un peu au hasard, ces quelques pensées de nos grands devancier. Inutile de dire que nous ne sommes pas de ceux qui trouvent bon d'élever un culte en leur faveur.

On y verra que la tactique éprouvée de ceux-ci était qu'en temps de paix, de calme, on devait faire de l'idéalisme le plus généreux, du socialisme fédéraliste, etc... mais qu'en temps de lutte, il fallait soutenir le parti ou le pays le plus avancé, pour qu'il n'y eût pas recul du progrès.

De Proudhon:

«La France donnera quelque jour au monde le signal du désarmement, c'est un honneur qui paraît lui être réservé; c'était le rêve secret de la République.

«Mais ce sera à la condition, bien entendu, que tandis qu'elle désarmera, les autres n'armeront point, que tandis qu'elle licenciera ses armées, décentralisera son administration, organisera ses communes...; d'autres, pendant ce temps, ne se concentreront et ne se fortifieront sournoisement contre elle.»

(*La Fédération et l'Unité en Italie*, page 132.)

D'Élisée Reclus:

«Quoi qu'on en dise et quoi qu'on ait pris l'habitude de répéter, surtout en France, par réaction contre les illusions d'antan, il y a pourtant entre la République et la monarchie, plus qu'une différence de mots, plus qu'un contraste de symboles. En monarchie, la logique, aussi bien que la loi, ramène tous les citoyens à s'occuper de la personne officielle, qu'elle qu'en soit la valeur, taudis qu'en République, on peut négliger cet individu, s'il est vraiment négligeable, malgré la routine et la centralisation des pouvoirs hiérarchisés. C'est déjà un très grand débarras, que la disparition d'une absurdité traditionnelle momifiée en un homme qui se gère en dieu et que la foule prend comme tel; délivré de ce kyste gênant, le corps social a plus de chances de fonctionner en santé, et l'esprit dégagé de ce cauchemar, passe à la solution d'autres problèmes.»

(*L'Homme et la Terre*, V. 434)

De Bakounine:

«... Ah! si la France était envahie par une armée de prolétaires allemands, anglais, belges, espagnols, italiens, portant haut le drapeau du socialisme révolutionnaire et annonçant au monde l'émancipation finale du travail et du

prolétariat, j'aurais été le premier à crier aux ouvriers de France: «Ouvrez-leur vos bras, ce sont vos frères, et unissez-vous à eux pour balayer les restes pourrissant du monde bourgeois!» Mais l'invasion qui déshonore la France aujourd'hui, ce n'est point une invasion démocratique et sociale, c'est une invasion aristocratique, monarchiste et militaire. Les cinq ou six cent mille soldats allemands qui égorgent la France à cette heure, sont les sujets obéissants, les esclaves d'un despote qui est tout entiché de son droit divin, et dirigés, commandés, poussés comme des automates, par des généraux sortis de la noblesse la plus insolente du monde, ils sont – demandez-le à vos frères les ouvriers de l'Allemagne – *les ennemis les plus féroces du prolétariat. En les recevant pacifiquement, en restant indifférents et passifs devant cette invasion du despotisme, de l'aristocratie et du militarisme allemands sur le sol de la France, les ouvriers français ne trahiraient pas seulement leur propre dignité, leur propre liberté, leur propre prospérité, avec toutes leurs espérances en un meilleur avenir, ils trahiraient encore la cause du prolétariat du monde entier, la cause sacrée du socialisme révolutionnaire.*

Car celui-ci leur commande, dans l'intérêt des travailleurs de tous les pays, de détruire ces bandes féroces du despotisme allemand, comme elles-mêmes ont détruit les bandes armées du despotisme français [[Napoléon Ier en 1813 – 1815.]] d'exterminer jusqu'au dernier soldat du roi de Prusse et de Bismarck, au point qu'aucun ne puisse quitter vivant ou armé le sol de France.

Les ouvriers, par cette attitude passive, veulent-ils se venger des bourgeois? Ils se sont déjà vengés ainsi une fois, en décembre [[Coup d'état de Napoléon III le 2 décembre 1851.]] et ils ont-eux-mêmes payé cette vengeance par vingt ans d'esclavage et de misère. Ils ont puni l'affreux attentat de juin, en devenant eux-mêmes les victimes de Napoléon III qui les a livrés, pieds et mains liés, à l'exploitation des

bourgeois. Cette leçon ne leur aurait-elle point paru suffisante, et veulent-ils, pour se venger encore une fois des bourgeois, devenir aujourd'hui pour vingt ans de plus et davantage peut-être, les esclaves et les victimes du despotisme prussien qui ne manquerait pas de les livrer à son tour à l'exploitation de cette même bourgeoisie?

Se venger toujours sur son propre dos et au profit de ceux-là dont ou se propose de tirer vengeance ne me paraît pas très spirituel, et c'est pourquoi il m'est impossible de croire à la véracité des rapports des correspondants allemands. Les ouvriers si intelligents de Paris peuvent-ils ignorer que *la victoire définitive des Prussiens signifierait la misère et l'esclavage du prolétariat français beaucoup plus encore que l'humiliation et la ruine de la bourgeoisie de la France?* Pourvu que la misère force le travailleur à vendre son travail à bas prix au bourgeois, la bourgeoisie se relève, et toutes ses pertes, momentanées, finissent toujours par retomber sur le prolétariat. Mais le prolétariat français une fois enchaîné par les Prussiens, ne se relèvera pas de longtemps, à moins que les travailleurs de quelque pays voisin, plus énergiques et plus capables que lui, ne prennent l'initiative de la révolution sociale.»

(*Œuvres*, tome II, pages 257-59, chez Stock, 255, rue Saint-Honoré.)

«...Enfin, je suis convaincu que la défaite et l'asservissement de la France, et le triomphe de l'Allemagne assujettie aux Prussiens, ferait retomber toute l'Europe dans les ténèbres, dans la misère et dans l'esclavage des siècles passés. J'en suis tellement convaincu, que je pense que c'est aujourd'hui un devoir sacré pour tout homme qui aime la liberté, et qui veut le triomphe de l'humanité sur la brutalité, de venir, quel que soit son pays, qu'il soit Anglais, Espagnol, Italien, Polonais, Russe – même Allemand – prendre part à cette lutte démocratique du peuple français contre l'invasion du despotisme germanique.»

(*Œuvres*, tome IV, page 153, Stock. éditeur.)

De Fernand Pelloutier, le père de la C.G.T.:

«Quant aux citoyens des villes, nous accordons que beaucoup d'entre eux, poussant à l'excès le culte de la terre natale, ne craignent point de proclamer qu'il faut aimer les hommes nés en deçà de la frontière et haïr les autres. Mais combien ont, depuis longtemps, perdu cette exaltation dont la philosophie leur a révélé le néant et le danger! Considérez la gradation d'idées qui s'est faite. dans les esprits: d'abord, opposition aux conquêtes nouvelles, déterminée par la conviction que les chefs d'État doivent se montrer avares du sang des citoyens; puis, observation que les intérêts économiques des peuples sont connexes et que la guerre est nuisible à leur développement [[Ce qui prouverait qu'on peut très bien soutenir que le capitalisme n'avait pas intérêt à la guerre et qu'il n'en est pas la cause (note des rédacteurs de cet article).]]. De là à penser que la civilisation a pour devoir primordial de supprimer la guerre, il n'y avait qu'un pas, et il a été franchi. Notez, Monsieur le Général, que cette réaction ne vise que la guerre offensive. *Si, par exemple, l'empereur d'Allemagne se jetait sur la France, soyez persuadé que les antipatriotes marcheraient vaillamment contre lui [[Prédiction qu'a réalisée l'odieuse agression dont nous avons été victimes. En 1914, ne vit-on pas toutes les discordes se taire spontanément entre les citoyens français, et tous les cœurs s'unir dans le devoir qui s'imposait d'opposer la force à la force, pour à la fois, maintenir l'intégrité de notre sol et défendre le patrimoine sacré de nos libertés (Note de son frère Maurice Pelloutier).]]. pourquoi? par haine des Germains? Non pas. Pour notre propre sûreté voilà tout, pour la sauvegarde de notre existence, de nos libertés et de nos droits*.»

(*Lettre sur la Guerre* (réfutation); œuvre posthume publiée par son frère, Maurice Pelloutier, Nantes, Imprimerie Nantaise, 1 quai Duquesne.)

Enfin à la veille de la guerre, Kropotkine dont tous admirent la vie toute consacrée à la classe ouvrière, disait au banquet que ses amis lui avaient offert au moment de son passage à Paris, milieu de l'année 1913

«Et la guerre? J'ai dit, lors d'un précédent passage à Paris, à un moment où il était question de guerre aussi, que je regrettais d'avoir 62 ans – j'avais 62 ans à ce moment, je crois et de ne pas pouvoir prendre un fusil pour défendre la France, dans le cas où elle serait envahie ou menacée d'invasion par l'Allemagne.

Je n'ai pas changé d'opinion sur ce point. Je n'admets point qu'un pays soit violenté par un autre et je défendrais la France, contre n'importe quel pays d'ailleurs, Russie, Angleterre, Italie, Japon, aussi bien que l'Allemagne.»

J. Guérin et A. Depré

(à suivre)